



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-09 du 3 mars 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. L'administration Biden publie son agenda de politique commerciale pour l'année 2023
2. L'USTR publie son rapport annuel sur le respect par la Chine de ses engagements commerciaux
3. Un an après l'invasion de l'Ukraine, les États-Unis adoptent un nouveau paquet de sanctions contre la Russie
4. La Chambre des Représentants adopte en commission plusieurs propositions de loi visant la Chine

Climat – énergie – environnement

5. Les ministres de l'Énergie des pays membres du Partenariat transatlantique dans le domaine de l'énergie et du climat (P-TECC) publient les principes de leur coopération
6. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont tenu leur troisième réunion du Dialogue stratégique sur l'énergie
7. L'administration Biden annonce 2,5 Md\$ pour la capture, le transport et le stockage du carbone

Transport et infrastructure

8. L'administration fédérale annonce les premiers projets lauréats du programme pilote *Reconnecting Communities*, créé par la loi bipartisane pour les infrastructures

Industrie

9. La secrétaire d'État au commerce Gina Raimondo précise les objectifs du CHIPS & Science Act
10. Le Département américain du Commerce lance le premier tour d'appel à candidatures pour le financement de projets d'infrastructures de production de semi-conducteurs

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'*Agricultural Outlook Forum* de 2023 a été marqué par les chiffres du commerce agricole, la réaffirmation des priorités gouvernementales et l'anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine

Numérique et innovation

12. La Chambre des Représentants relance la réflexion sur la protection des données personnelles

Santé

13. Le principal fabricant d'insuline américain réduit ses prix de 70 %
14. Le gouvernement fédéral souhaite réduire les prescriptions en télémédecine

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration Biden publie son agenda de politique commerciale pour l'année 2023

Le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a [publié](#) le 1^{er} mars son rapport annuel pour 2022 et l'agenda présidentiel de politique commerciale pour 2023. L'USTR y met en exergue les accomplissements de l'administration en faveur d'une « *politique commerciale centrée sur les travailleurs* » au travers d'initiatives comme le renforcement de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) et l'utilisation du mécanisme de réponse rapide pour la défense des droits des travailleurs prévu par cet accord. L'importance de l'engagement avec les alliés et partenaires des États-Unis est réaffirmée, notamment au travers des négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF) et du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP), décrites comme des priorités de l'administration. L'agenda 2023 mentionne également l'objectif d'accélérer la décarbonation à travers les échanges commerciaux, en citant les discussions avec l'Union européenne pour un Arrangement global pour l'acier et l'aluminium durables (GSA). L'USTR appelle enfin au « *réalignement* » de la relation avec la Chine, soulignant que les États-Unis continueront d'utiliser les outils à leur disposition pour lutter contre les pratiques déloyales chinoises, tout en coopérant avec leurs alliés pour faire face à ces pratiques et en investissant dans leurs propres industries [voir *infra* sur le rapport annuel de l'USTR sur la Chine].

2. L'USTR publie son rapport annuel sur le respect par la Chine de ses engagements commerciaux

Le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a [publié](#) le 24 février son rapport annuel au Congrès sur le respect par la Chine de ses engagements commerciaux. Comme l'année dernière, ce rapport souligne l'incapacité du cadre de l'OMC et de l'accord de « phase un » entre la Chine et les États-Unis, négocié par l'administration Trump, à lutter efficacement contre les pratiques non-marchandes chinoises. L'USTR réitère en effet le constat que, plus de vingt ans après son adhésion à l'OMC, la Chine n'a pas entrepris les réformes de libéralisation attendues, et a au contraire accentué son recours au dirigisme économique et aux pratiques commerciales déloyales. Réaffirmant les grands axes de la stratégie « multifacette » américaine vis-à-vis de la Chine sur le plan commercial (engagement bilatéral avec la Chine, renforcement des instruments de politique

commerciale, coopération avec les alliés), le rapport met également en avant cette année le soutien aux industries américaines comme un élément stratégique majeur de l'« approche stratégique » américaine.

3. Un an après l'invasion de l'Ukraine, les États-Unis adoptent un nouveau paquet de sanctions contre la Russie

Un an après le début de l'invasion russe en Ukraine, l'administration Biden a [annoncé](#) le 24 février un ensemble de nouvelles sanctions contre la Russie. Le Département du Trésor a [sanctionné](#) 22 individus et 83 entités, dont 30 individus et entités de pays tiers identifiés comme soutenant les efforts de contournement des sanctions contre la Russie. Le Département du Commerce a [renforcé](#) les mesures de contrôle à l'export visant la Russie et la Biélorussie, avec l'ajout de nouveaux biens aux listes de restrictions et de 86 entités à l'*Entity List*. L'administration a aussi [annoncé](#) une hausse des droits de douane de 35 % à 70 % sur les importations de plus de 100 métaux, produits chimiques et minerais en provenance de Russie, effective à partir du 1^{er} avril 2023, et une hausse additionnelle des droits de douanes sur l'aluminium jusqu'à 200 %, qui couvrira les importations de produits en aluminium originaires de Russie dès le 10 mars, ainsi que les importations de produits contenant toute quantité d'aluminium primaire russe, quelle que soit l'origine de ces produits, à partir du 10 avril. Enfin, le G7 a [annoncé](#) la création d'un « *Enforcement Coordination Mechanism* » destiné à renforcer la conformité des acteurs économiques aux régimes de sanctions contre la Russie et à lutter contre les techniques d'évasion et de contournement des sanctions.

4. La Chambre des Représentants adopte en commission plusieurs propositions de loi visant la Chine

La Commission des services financiers de la Chambre des Représentants a [approuvé](#) le 28 février plusieurs propositions bipartisanes visant la Chine. Il s'agirait notamment de sanctionner des membres du Parti communiste chinois en cas d'attaque contre Taïwan, de soutenir la candidature de Taïwan au Fonds monétaire international, et d'enjoindre le Département du Trésor à exiger une plus grande transparence sur les taux de change chinois et à rendre compte des risques émanant du secteur financier chinois. Le même jour, la Commission des affaires étrangères de la Chambre a [approuvé](#) une proposition de loi exhortant l'administration à rechercher la

révocation du statut de pays en développement de la Chine dans toutes les organisations internationales dont cette dernière et les États-Unis sont membres. Ces différents textes devront désormais être examinés par la Chambre en format plénier.

Parallèlement, la nouvelle Commission spéciale sur la Chine de la Chambre, créée à la suite des dernières élections de mi-mandat en novembre 2022 [voir [Flash Accents du 13 janvier 2023](#)], tenait sa première [audition](#). À cette occasion, son président, le républicain M. Gallagher (Wisconsin), a exhorté ses membres à agir de manière « *urgente* » pour contrer la Chine, avec laquelle les États-Unis étaient selon lui engagés dans un « *combat existentiel* ».

Brèves

- L'administration américaine a [annoncé](#) le 24 février la tenue du second cycle de négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF) à Bali en Indonésie du 13 au 19 mars.
- La Maison-Blanche a [relancé](#) le 28 février le « Conseil du Président sur les exportations » en nommant 25 nouveaux membres issus du secteur privé comme du gouvernement pour conseiller l'exécutif sur les questions commerciales. Ce conseil s'était réuni pour la dernière fois en 2016.
- Des représentants ont exhorté l'administration à mieux coordonner les mesures de contrôles à

l'export et de sanctions lors d'une [audition](#) de la Commission des affaires étrangères de la Chambre le 28 février, regrettant que des transferts financiers servant à développer à l'étranger des technologies qui seraient restreintes par les contrôles à l'export ne soient pas bloqués par des sanctions.

- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 28 février un trafiquant d'armes mexicain, ainsi que [huit entreprises](#) mexicaines le 2 mars en raison de leurs liens avec le cartel CJNG, organisation responsable d'importations de substances illicites aux États-Unis.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 1^{er} mars trois entités et deux individus en raison de leur soutien financier au gouvernement de la République démocratique de Corée et à son programme de développement d'armes de destruction massive.
- Les Sénateurs démocrate C. Coons (Delaware) républicain R. Thune (Dakota du Sud) ont [introduit](#) le 2 mars une proposition de loi autorisant l'administration à négocier et conclure un accord commercial avec le Royaume-Uni, peu après que le Royaume-Uni et l'Union européenne ont annoncé le 27 février avoir trouvé un accord sur les règles commerciales applicables à l'Irlande du Nord post-Brexit.

Climat - Énergie - Environnement

5. Les ministres de l'Énergie des pays membres du Partenariat transatlantique dans le domaine de l'énergie et du climat (P-TECC) publient les principes de leur coopération

Le Département américain de l'énergie (DoE) coordonne pour les États-Unis le Partenariat pour la coopération transatlantique en matière d'énergie et de climat ([P-TECC](#)), initiative qui associe les États-Unis, l'Union européenne et 22 pays européens (Allemagne, Autriche, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Roumanie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Bulgarie, Croatie, Grèce, Albanie, Chypre, Géorgie, Kosovo, Moldavie, Monténégro, Macédoine du Nord, Serbie, Bosnie-Herzégovine et Ukraine).

Selon le DoE, l'objectif du P-TECC est de promouvoir la collaboration technique afin (1) d'améliorer l'efficacité énergétique et le

déploiement des énergies propres: énergies renouvelables, énergie nucléaire et gestion du carbone; (2) d'améliorer la cybersécurité énergétique; (3) de promouvoir l'investissement dans les infrastructures énergétiques; (4) de prévoir l'impact climatique et de planifier l'adaptation; et (5) de fournir des évaluations de la vulnérabilité des réseaux de transport d'électricité et de gaz.

Le 2 mars, les ministres de l'Énergie des pays membres du P-TECC, réunis à Zagreb, en Croatie, ont [publié](#) la déclaration des principes de leur coopération.

Les ministres notent l'évolution du paysage de la sécurité énergétique en Europe et dans le monde en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Ils considèrent qu'une relation transatlantique unie et déterminée entre partenaires et alliés est essentielle pour assurer la sécurité énergétique et la prospérité. Ils reconnaissent la nécessité d'une diversification des

sources d'énergie et d'une décarbonation accélérée afin de garantir leur sécurité énergétique, leur souveraineté et leur résilience. Ils indiquent qu'un engagement en faveur de solutions énergétiques renouvelables et nucléaires constitue la meilleure option pour un secteur énergétique véritablement sûr, fiable et efficace.

Après avoir reconnu les défis actuels des marchés mondiaux de l'énergie, notamment les incertitudes liées à l'approvisionnement en combustibles fossiles, ils affirment que la seule façon de répondre pleinement à ces préoccupations est de faire preuve d'une solidarité sans faille entre partenaires et alliés transatlantiques, en particulier concernant la préparation de l'hiver 2023-2024.

Les ministres reconnaissent également que l'Europe centrale et du Sud-Est joue un rôle crucial dans la sécurité énergétique de l'Europe, et qu'il est nécessaire de renforcer les capacités des infrastructures régionales, notamment en construisant, en développant et en intégrant des systèmes régionaux de gaz naturel et d'hydrogène, et en identifiant des sources d'approvisionnement en gaz non russes. Ils reconnaissent l'Initiative des Trois Mers (3SI), un forum de pays d'Europe centrale et orientale membres de l'Union européenne, comme une plateforme importante pour les travaux conjoints sur le développement des infrastructures énergétiques, la coopération technique et les investissements.

6. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont tenu leur troisième réunion du Dialogue stratégique sur l'énergie

La troisième réunion du Dialogue stratégique sur l'énergie entre les États-Unis et le Royaume-Uni (SED) s'est [tenue](#) le 28 février à Londres, sous la présidence de la Secrétaire d'État américaine à l'Énergie, Jennifer Granholm, et du Secrétaire d'État britannique à la Sécurité Énergétique, Grant Shapps. Le Royaume-Uni et les États-Unis considèrent ce dialogue, lancé en juin 2021, comme le principal forum pour améliorer et étendre leur coopération en matière de sécurité et de résilience énergétiques. Le SED sert également à définir leurs priorités communes au sein des forums multilatéraux sur l'énergie. Le Dialogue est complété par le groupe d'action bilatéral *Joint Action Group for Energy Security and Affordability*, établi en décembre 2022, pour accélérer la coopération à court terme, accroître la sécurité énergétique et contenir le coût de l'énergie au Royaume-Uni et en Europe.

Les secrétaires d'État Granholm et Shapps ont discuté des tendances des marchés mondiaux de l'énergie et du rôle de leurs pays pour répondre aux préoccupations immédiates en matière de sécurité

énergétique, notamment à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, réaffirmant leur détermination à mettre fin à la dépendance européenne à l'égard des produits pétroliers russes. Ils ont également assuré leur soutien à l'avancement des technologies d'énergie propre, en particulier le nucléaire et l'éolien offshore – technologies qui, selon eux, augmentent la sécurité énergétique tout en décarbonant le mix électrique. Enfin, les deux pays ont affirmé la nécessité de veiller à ce que de solides normes environnementales, sociales et de gouvernance restent au cœur des efforts mondiaux visant à sécuriser l'accès aux minerais critiques nécessaires aux technologies énergétiques propres.

Deux rencontres au niveau technique sont programmées en 2023 afin d'assurer une collaboration opérationnelle permettant d'activer des leviers politiques et financiers pour faciliter le déploiement du nucléaire civil, de l'éolien offshore flottant, de l'hydrogène et d'examiner les possibilités de coopération avec des pays tiers sur ces sujets.

7. L'administration Biden annonce 2,5 Md\$ pour la capture, le transport et le stockage du carbone

L'administration Biden, par l'intermédiaire du Département de l'Énergie (DoE) américain, a [annoncé](#) un financement de 2,5 Md\$, issus de la *Bipartisan Infrastructure Law* (BIL), pour deux programmes destinés à stimuler les investissements dans les technologies de capture, de transport et de stockage du carbone :

- (1) Le *Carbon Capture Large-Scale Pilots Program* : ce programme prévoit jusqu'à 820 M\$ pour un maximum de 10 projets axés sur l'élimination des risques liés aux technologies de capture du carbone. Selon le DoE, ce programme fournira le soutien nécessaire pour tester ces nouvelles technologies dans des conditions pertinentes pour les secteurs de l'électricité et de l'industrie, afin d'attirer les capitaux nécessaires à leur déploiement à grande échelle.
- (2) Le *Carbon Capture Demonstration Projects Program* : ce programme prévoit jusqu'à 1,7 Md\$ pour environ 6 projets de démonstration de technologies de captage du carbone à l'échelle commerciale intégrées à une infrastructure de transport et de stockage géologique du CO₂. Ce programme se concentre sur le financement de projets de démonstration qui peuvent être facilement reproduits et déployés dans les centrales électriques et

les principales industries émettrices de carbone, telles que le ciment, le papier, le fer ou l'acier.

Le DoE précise que *l'Inflation Reduction Act* apporte également des améliorations substantielles au crédit d'impôt fédéral concernant la capture et le stockage géologique du CO₂.

Brève

- Le 28 février s'est [tenue](#) la réunion inaugurale du Dialogue sur la sécurité économique entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. À cette occasion, les trois pays ont échangé sur les moyens de collaborer sur les technologies critiques et émergentes et d'accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement, notamment pour les batteries et les minerais critiques.

Transport et infrastructure

8. L'administration fédérale annonce les premiers projets lauréats du programme pilote *Reconnecting Communities*, créé par la loi bipartisane pour les infrastructures

Le Secrétaire américain aux Transports Pete Buttigieg a [annoncé](#) cette semaine une série de 45 projets d'infrastructures lauréats du premier tour d'appel à projets du programme *Reconnecting Communities Pilot* (RCP). Ces premiers projets récompensés comprennent 6 projets en phase de construction et 39 projets en phase de planification, subventionnés respectivement à hauteur de 140 M\$ et 45 M\$. Créé par la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL) et doté d'une enveloppe totale de 1 Md\$ sur cinq ans, le programme RCP est mis en avant par l'administration Biden comme « *une initiative unique en son genre visant à reconnecter les communautés coupées d'opportunités et accablées par les décisions passées en matière d'infrastructure de transport* ».

Le programme fournit une assistance technique et des subventions en faveur des opérations qui visent

à reconnecter les quartiers et à surmonter les coupures physiques imposées par certains axes routiers ou ferroviaires, en travaillant à leur modernisation, leur atténuation ou leur suppression. Il s'agit notamment de projets consistant à recouvrir certaines portions d'infrastructures pour créer de nouveaux espaces de promenade ou des terrains résidentiels, à implanter de nouveaux ouvrages de franchissement (passerelles, ponts, tunnels), à reconverter des voiries désaffectées en pistes cyclables ou piétonnes, ou encore à mettre en place des services additionnels de desserte en transport en commun. Le Département des Transports, chargé de l'administration du programme, indique porter une attention particulière à l'implication des communautés locales dans la mise en œuvre des projets de ce programme pilote, en particulier les collectivités défavorisées, rurales et tribales. À cet égard, un centre de formation et d'assistance technique dédié, appelé [Reconnecting Communities Institute](#) (RCI), sera inauguré plus tard dans l'année.

Industrie

9. La secrétaire d'État au commerce Gina Raimondo précise les objectifs du CHIPS & Science Act

Le 22 février, Gina Raimondo a prononcé un discours à Georgetown university sur le CHIPS & Science Act et sur la vision à long terme du gouvernement concernant le leadership technologique des États-Unis.

G. Raimondo a justifié la nécessité d'une politique industrielle ambitieuse par la forte concurrence mondiale et par l'impératif de protéger la sécurité et la compétitivité économique des États-Unis. Elle

a présenté le CHIPS & Science Act comme une opportunité historique, à condition que la nation américaine s'unisse derrière un objectif commun, notamment à travers une mobilisation publique/privée. Au total, le CHIPS & Science Act prévoit une enveloppe de plus de 50 Md\$ de subventions directes à l'industrie microélectronique – à laquelle s'ajoutera des crédits d'impôts à l'investissement – et la secrétaire d'État espère entraîner « au moins 500 Md\$ » de financements privés supplémentaires grâce à cette enveloppe.

G. Raimondo a ensuite détaillé les objectifs du CHIPS Act d'ici 2030, détaillant l'articulation de ces objectifs avec la politique étrangère des États-Unis. Elle a dit espérer qu'en 2030, les États-Unis produiront sur leur territoire les semiconducteurs les plus avancés ainsi que des puces de mémoire, sans se cantonner aux activités de conception. Pour cela, le pays disposera d'au moins deux centres de production de puces logiques bénéficiant d'un écosystème de fournisseurs, de R&D et d'une main d'œuvre qualifiée. Le pays développera en outre des infrastructures d'*advanced packaging* et espère devenir leader dans ce domaine. La R&D, gage de pérennité du leadership américain, bénéficiera de 11 Md\$ grâce au CHIPS & Science Act, et aura pour objectif de diviser par deux les coûts de développement (de la conception à la commercialisation) d'une nouvelle puce. Devant un parterre d'étudiants, G. Raimondo a insisté sur la nécessité de former une main d'œuvre qualifiée et diversifiée, en revalorisant les métiers de production et en s'appuyant sur les syndicats. Elle a enfin indiqué vouloir continuer de travailler avec les alliés des États-Unis pour créer des chaînes d'approvisionnement résilientes et durables.

10. Le Département américain du Commerce lance le premier tour d'appel à candidatures pour le financement de projets d'infrastructures de production de semiconducteurs

Le 28 février, le *National Institute of Standards and Technology* (NIST), une agence du Département américain du Commerce (DoC), a [ouvert](#) le premier tour de son appel à candidature pour le financement de projets consacrés aux infrastructures de production de son programme « *CHIPS for America* ».

Le premier tour d'appel à candidature se concentre sur les projets industriels de production de semiconducteurs, et utilisera une partie des 39 Md\$ alloués aux projets de production par le CHIPS & Science Act. Au moins 2 Md\$ seront réservés aux semiconducteurs matures (« *mature-node* »). Les subventions prendront la forme d'un financement direct, de prêts fédéraux et/ou de prêts garantis par l'État, et sont conçues pour compléter – et non remplacer – les investissements privés. Le DoC dispose de 39 Md\$ pour les financements directs,

dont 6 Md\$ pourront être utilisés pour garantir ou financer les prêts et prêts garantis sur un encours de 75 Md\$. Il prévoit cependant des conditions contraignantes en échange de ces financements : dans le cadre d'une procédure de « *partage des bénéfices* », tout projet ayant reçu plus de 150 M\$ de financement direct dépassant ses projections de bénéfices sera par exemple tenu de partager les profits excédentaires avec le gouvernement américain, qui s'engage à réutiliser ces fonds dans la microélectronique.

Le processus de candidature se déroule en 5 étapes, débutant par un *Statement of Interest* (SOI) et suivi par les phases de pré-candidature, candidature et de *due-diligence*. Les projets liés aux puces « *leading-edge* » seront évalués avant ceux des puces plus matures.

La direction du programme « *Chips for America* » a également détaillé les principaux critères qui seront pris en considération lors de l'évaluation des candidatures, notamment le fait (i) de promouvoir la sécurité économique nationale, (ii) de présenter une situation financière et une viabilité commerciale solides, (iii) d'assurer la faisabilité technique et le respect des normes environnementales du projet, (iv) de proposer des programmes de développement de la main d'œuvre et de valorisation pour les employés et (v) d'imaginer des stratégies originales pour maximiser l'impact positif de ces subventions sur la communauté économique régionale.

En parallèle de la publication des documents liés à l'ouverture du premier tour d'appel à candidatures, le DoC a [annoncé](#) le 1^{er} mars la nomination de plusieurs dirigeants dans son équipe CHIPS for America. L'équipe rassemble des talents issus des secteurs public et privé, notamment des dirigeants ayant une expérience de la gestion de grands programmes fédéraux, des experts de l'industrie des semiconducteurs et des cadres ayant une expérience du secteur financier. « Nous sommes en train de constituer une équipe d'experts expérimentés qui veilleront à ce que CHIPS for America stimule la fabrication et l'innovation et revitalise notre industrie nationale des semiconducteurs, tout en gérant rigoureusement l'argent des contribuables », a déclaré G. Raimondo.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'Agricultural Outlook Forum de 2023 a été marqué par les chiffres du commerce agricole, la réaffirmation des priorités gouvernementales et l'anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine

Le [Forum annuel de l'USDA sur les perspectives agricoles](#) (*Agricultural Outlook Forum*), organisé cette année sous format hybride, les 23 et 24 février, a été l'occasion pour le ministère de promouvoir ses activités récentes devant 5 000 participants et de partager ses priorités pour l'année 2023, autour du thème « Agriculture américaine : graines de croissance par l'Innovation ».

Comme de coutume, le Forum a débuté par une [présentation](#) des projections économiques agricoles par le chef économiste de l'USDA, Seth Meyer. L'événement coïncidant avec la publication trimestrielle des données prévisionnelles du commerce agricole pour l'année fiscale 2023, ce discours a été marqué par l'annonce d'un déficit commercial agricole estimé à 14,5 Md\$, soit 5,5 Md\$ de plus que prévu en novembre 2022. Ce chiffre s'expliquerait par une valeur record des importations attendues (199 Md\$) et un recul de celle des exportations (184,5 Md\$), en raison de la parité élevée du dollar contre les autres devises.

Cette présentation a été suivie par une prise de parole du ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, dont il ressort plusieurs déclarations faisant écho aux principaux sujets de l'actualité agricole :

- L'appel à destination du Congrès à répondre à la pénurie de main-d'œuvre agricole par la réforme de la politique migratoire du pays, alors que le sujet divise les Républicains et les Démocrates et que le *Farm Workforce Modernization Act* peine à être adopté ;
- La défense de l'ajustement du Thrifty Food Plan par l'USDA en 2021, qui a conduit à une hausse du montant des allocations d'aide alimentaire, alors qu'un [rapport](#) du Government Accountability Office, paru en décembre 2022, met en évidence le manque de transparence de la méthodologie et de la procédure d'ajustement ;
- La réaffirmation d'un refus de tout compromis face au décret mexicain d'interdiction d'importation de maïs OGM d'ici 2024, en l'absence de fondement scientifique ;
- Le soutien au développement rural et aux petites et moyennes exploitations agricoles qui enregistrent, pour beaucoup, des revenus

faibles en 2022, masqués par les résultats moyens record enregistrés au niveau national.

Le Forum s'est par ailleurs tenu le jour anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, événement dont les conséquences pour les marchés agricoles ont fait l'objet d'un panel spécifique, aux côtés d'autres discussions sur le revenu des agriculteurs, le commerce international, l'adaptation au changement climatique, la biotechnologie, les productions agricoles ou encore l'*influenza* aviaire. La coopération transatlantique face aux enjeux agricoles et alimentaires nés de la guerre a également été réaffirmée par Tom Vilsack et le commissaire européen à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski, lors d'une séance publique, le 24 février. Tous deux ont souligné l'importance du maintien de l'ouverture des ports de la mer Noire pour l'exportation des céréales ukrainiennes, tout en évoquant la possibilité du développement d'une voie maritime alternative dans la mer Baltique. Tom Vilsack a également fait part de l'étude en cours de 21 projets d'optimisation de l'usage des engrais pour faire face aux perturbations des chaînes d'approvisionnement depuis 2022. Plus largement, les deux représentants sont revenus sur la stratégie différenciée de l'Union européenne et des États-Unis pour atteindre des objectifs communs de sécurité alimentaire, de stabilité des revenus agricoles et d'agriculture durable, comme l'approche européenne par l'obligation pour la mise en place des programmes environnementaux contre l'approche américaine par l'incitation. Ils ont également évoqué la problématique du renouvellement générationnel des agriculteurs et certains sujets de désaccord, tels que les normes encadrant l'utilisation de pesticides et d'OGM.

Brèves

- Le [projet de guide](#) de la FDA sur l'étiquetage des laits végétaux, soumis à commentaire public le 22 février, autorise l'utilisation du terme « lait » pour les produits d'origine végétale. Il recommande néanmoins l'étiquetage de leur valeur nutritionnelle lorsque celle-ci diffère de celle du lait d'origine animale. Bien que non contraignant, ce guide vise à éclairer les choix des consommateurs dans un contexte d'émergence des marchés de laits alternatifs à la composition variable. Si l'industrie laitière [salue](#) la reconnaissance par la FDA des différences nutritionnelles entre les laits végétaux et animaux, elle considère en revanche que l'autorisation de la qualification de « lait » pour des produits végétaux contredit

la définition donnée par la FDA aux produits laitiers. Elle demande ainsi une interdiction de l'usage du terme pour ces produits par l'adoption du *DAIRY PRIDE Act*, [redéposé](#) au Sénat le 28 février. Par opposition, les producteurs de boissons végétales [estiment](#) que les similarités fonctionnelles de leurs boissons avec le lait animal justifient la qualification de «lait», sans besoin de

précisions nutritionnelles additionnelles qui constitueraient un fardeau pour leurs activités. Ils refusent de définir la valeur nutritionnelle de leurs produits en référence aux standards des laits animaux, alors que la valeur nutritionnelle de ces laits varierait elle-même d'une marque à une autre.

Numérique et innovation

12. La Chambre des Représentants relance la réflexion sur la protection des données personnelles

Le 1^{er} mars, le sous-comité de la Chambre des Représentants sur l'innovation, les données et le commerce a [tenu](#) une audience intitulée « *Promoting U.S. Innovation and Individual Liberty through a National Standard for Data Privacy* ». Les questions ont principalement porté sur (i) l'impact de la mosaïque émergente de lois des États fédérés en matière de protection des données personnelles sur les entreprises qui opèrent dans l'économie numérique; (ii) l'articulation entre une norme fédérale et celles adoptées par les États fédérés; (iii) l'étude des dispositions jugées trop restrictives au sein des cadres de protection des données personnelles d'autres pays; (iv) l'opportunité d'un cadre législatif fédéral complet de protection de la vie privée et de la sécurité des données par opposition à l'élaboration de règles par la FTC ou à une approche État par État. La Représentante Cathy McMorris Rodgers (R-WA) a indiqué que la Chambre devait poursuivre son travail pour aboutir au vote d'une loi complète sur la protection des données personnelles afin que les individus puissent exercer leurs droits, que les entreprises puissent continuer à innover et que le rôle du gouvernement soit clairement défini. La Représentante a particulièrement pointé du doigt les courtiers en données, les Big Tech, ainsi que la nécessité de s'assurer que les informations personnelles des Américains soient collectées de manière responsable, que l'intelligence artificielle soit développée en respectant les valeurs américaines, et que le métaverse ne devienne pas la prochaine « *frontière d'exploitation des enfants* ». Le Représentant Gus Bilirakis (R-FL) a quant à lui souligné la nécessité de garantir une approche gouvernementale responsable pour appliquer des règles claires que les entreprises doivent respecter. Dénonçant l'action de la FTC, il a estimé que les entreprises, en particulier les petites startups, ne devraient pas être soumises à des injonctions « *aléatoires ou punitives* » les informant que

certaines pratiques pourraient être déloyales ou trompeuses. Il a enfin souligné qu'il était essentiel que la FTC applique les lois que le Congrès promulgue et autorise spécifiquement, sans outrepasser son mandat. Trois experts étaient invités à prendre la parole. [Alexandra Reeve Givens](#), Présidente du *Center for Democracy & Technology*, a rappelé qu'il s'agissait de la 31^{ème} audience du Congrès sur le sujet de la protection des données personnelles en 5 ans, et qu'il était urgent d'agir en adoptant une loi fédérale complète sur le modèle de l'ADPPA – la loi qui avait reçu un vote positif en comité à la Chambre à la précédente session du Congrès – et comprenant notamment: (i) des exigences de minimisation des données, qui limiteraient la capacité des entreprises à collecter et à utiliser uniquement aux données nécessaires aux services qu'elles fournissent; (ii) des protections spécifiques pour les données sensibles, telles que les informations biométriques, les informations de localisation, les informations sur la santé ou les informations révélant la race, la religion ou l'orientation sexuelle d'une personne; (iii) des protections des droits civiques et des dispositions de transparence et d'évaluation des algorithmes pour empêcher les entreprises de discriminer les personnes sur la base de caractéristiques protégées. [Graham Mudd](#), co-fondateur de la startup Anonym, qui fournit aux consommateurs des protections de leurs données personnelles tout en permettant aux entreprises de recourir aux outils dont elles ont besoin pour se développer, notamment la publicité en ligne, a proclamé son soutien à la réintroduction et au passage de l'ADPPA. Enfin, [Jessica Rich](#), avocate ayant passé 26 ans à la FTC, a également plaidé pour l'adoption d'une loi fédérale estimant que celle-ci permettrait de renforcer l'autorité l'agence en matière de protection des données personnelles et de fournir aux entreprises des standards plus facilement applicables.

Brèves

- Le 1^{er} mars, le comité sur les affaires étrangères de la Chambre des Représentants a voté le [Deterring America's Technological Adversaries Act](#), introduit le 24 février par le Représentant Michael McCaul (R-TX). Cette loi autoriserait Joe Biden à interdire TikTok aux États-Unis.
- Dans la foulée, l'American Civil Liberties Union (ACLU), ONG de défense des droits et libertés individuels, a condamné le vote, estimant que cette loi violerait les droits conférés par le premier amendement à des millions d'Américains qui utilisent l'application pour communiquer et s'exprimer quotidiennement. Plus tôt cette semaine, l'ACLU a écrit une [lettre](#) au comité compétent de la Chambre, décrivant ses préoccupations constitutionnelles concernant le projet de loi.
- Le 27 février, dans un post sur Facebook, Mark Zuckerberg a annoncé avoir créé une nouvelle

équipe produits de haut niveau chez Meta, axée sur l'IA générative pour dynamiser le travail de l'entreprise dans ce domaine.

- D'après des sources de [Politico](#), le Département américain de la Justice (DoJ) enquêterait sur la position dominante de Google sur le marché de la cartographie en ligne.
- D'après des sources de [Bloomberg](#), le DoJ prévoirait de déposer une plainte afin de bloquer l'acquisition de Figma par Adobe pour un montant de 20 Md\$, annoncée en septembre 2022.
- Un [rapport](#) du 23 février de Corporate Europe Observatory dit révéler le lobbying intense de Big Tech, en particulier Google, Apple, Microsoft, Amazon et Meta, à propos du projet de règlement européen sur l'IA.

Santé

13. Le principal fabricant d'insuline américain réduit ses prix de 70 %

Après des années d'augmentation des prix de l'insuline, Eli Lilly, le principal fabricant américain d'insuline, a [annoncé](#) le 1^{er} mars une réduction de 70 % du prix de ses produits les plus courants. Plus d'un million d'adultes américains rationnent leur utilisation de l'insuline en raison de son coût élevé, selon une étude publiée dans « *Annals of Internal Medicine* ».

La décision de l'entreprise intervient dans un contexte où le président Biden et certains membres du Congrès ont fait pression pour limiter les restes à charge des patients assurés par le privé pour leurs achats d'insuline. L'*Inflation Reduction Act* a en effet limité le coût mensuel de l'insuline à 35 \$ pour les bénéficiaires de Medicare à partir de cette année, sans étendre cette mesure aux assurés dans le privé. De nombreux Républicains considèrent par ailleurs qu'une telle mesure constitue une ingérence au marché.

En outre, Eli Lilly a conclu des accords pour favoriser l'accès à l'insuline à des prix abordables dans les pays en développement, comme au Bangladesh, selon Fierce Pharma.

Eli Lilly, le français Sanofi et le danois Novo Nordisk dominent le marché américain de l'insuline.

14. Le gouvernement fédéral souhaite réduire les prescriptions en télémédecine

Le gouvernement fédéral [s'apprête](#) à exiger des médecins qu'ils évaluent les patients en présentiel avant de rédiger des ordonnances pour certains médicaments contrôlés, comme l'Adderall et l'OxyContin.

La *Drug Enforcement Administration* a annoncé le 24 février qu'elle cherchait à revenir sur les modifications apportées aux règles dans le cadre de la pandémie de Covid-19, qui permettaient aux médecins de prescrire des médicaments puissants par le biais de rendez-vous à distance.

Bien que l'administration Biden prévoit d'étendre la télémédecine à la prescription de médicaments courants et « non contrôlés », c'est-à-dire dont la fabrication ou l'usage ne sont pas réglementés par l'administration, elle interdira aux médecins de prescrire des médicaments contrôlés (tels que l'Ambien, le Xanax, ainsi que certains médicaments utilisés pour traiter la dépendance aux opioïdes) sans rendez-vous en personne.

L'assouplissement des règles pendant la pandémie a alimenté un boom de la télésanté et a été largement salué au titre d'une amélioration de l'accès aux soins pendant la crise. Mais certaines startups de télésanté ont fait l'objet d'une surveillance accrue pour la façon dont elles prescrivaient des médicaments comme l'Adderall. À titre d'exemple, Cerebral a annoncé en mai 2022 qu'elle cesserait de prescrire de l'Adderall et d'autres substances contrôlées pour traiter le

trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité.

Brèves

- [Paratus Sciences](#), une startup du Massachusetts spécialisée dans la découverte de médicaments en s'appuyant sur la biologie des chauves-souris, a levé 100 M\$ en capital-risque. Parmi les investisseurs figurent Polaris Partners, Arch Venture Partners, ClavystBio, EcoR1 Capital, Leaps by Bayer et Alexandria Venture

Investments. Cet investissement s'inscrit dans un contexte où un [article du Wall Street Journal](#) précise que, selon le ministère de l'énergie, la Covid-19 serait plus susceptible d'avoir été causé par une fuite de laboratoire que par une propagation zoonotique. Cette startup souhaite à travers l'exploration de la biologie de ses animaux, développer les thérapies humaines afin de lutter contre l'inflammation des articulations, symptomatiques de nombreuses maladies auto-immunes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire